

CIBLE

Violences

Chaque année ou presque, on annonce des mesures décisives contre les violences scolaires. L'inflation de ces plans permet de mesurer l'impuissance du milieu dirigeant, face à une situation qui provoque angoisses, peur et découragement.

L'apaisement n'est pas à chercher dans un équilibre artificiel entre prévention et répression, mais dans un changement radical des choix et des comportements des hauts responsables de notre pays. Pourquoi ?

Parce qu'on ne peut pas « intégrer » des jeunes dans une société qui se désintègre, faute de volonté politique.

Parce qu'on ne peut pas exiger des élèves qu'ils respectent des enseignants qui sont régulièrement insultés et humiliés par leur ministre.

Parce qu'on ne peut pas apprendre la concorde à des enfants quand le milieu dirigeant vante la guerre économique et porte au pinacle les « tueurs » d'employés réputés inutiles.

Parce qu'il est impossible de commanditer des cours de morale quand on appartient à un milieu où pullulent les menteurs, les privilégiés et les escrocs.

Des immoralistes qui font la morale ? C'est à devenir fou.

INCURIE

Les coupables ont un nom

Royalisme

Raspail démasqué

p.2

Idées

Le Sartre de B.H.L.

p.9

Au péril des esthètes

Les enquêtes récemment parues sur le royalisme portent évidemment la marque idéologique des journaux qui les ont publiées. Le traitement réservé à la NAR nous ferait sourire si la prime n'était pas donnée à des esthètes qui subvertissent le principe même de la royauté.

Le marronnier royaliste fleurit régulièrement aux alentours du 21 janvier. Cette année, *Valeurs Actuelles* (1) s'est livré à un tour d'horizon convenable, tout en privilégiant les royalistes qui se situent à droite, ce qui est tout à fait normal dans un journal ultra-libéral. De son côté, *Le Figaro* (2) a consacré son supplément littéraire à un thème follement audacieux : « Peut-on encore être royaliste ? ». Comme la question est posée par la grande presse plusieurs fois par an, cet *encore* signifie qu'il y a toujours des royalistes et nous ne nous attarderions pas sur ce type d'enquête si les rédacteurs du *Figaro littéraire* ne réussaient le tour de force de publier un « dossier » sur la tradition royaliste sans seulement évoquer le comte de Paris, chef de la Maison royale de France, ni aucun des mouvements royalistes !

Remarquable travail d'occlusion, qui permet de limiter la

tradition du royalisme à quelques personnalités (Philippe de Saint Robert et Thierry Ardisson), d'équilibrer la pertinence de leur point de vue politique par les déclarations d'écrivains qui cultivent la nostalgie (Ghislain de Diesbach et Geneviève Dormann) et, surtout, de faire la promotion de Jean Raspail, qui bénéficie d'une longue note de lecture et d'un entretien publié sur une demi-page.

Nous ne saurions reprocher au *Figaro* de soutenir ses amis (nous honorons bien les nôtres), mais, comme un charcutier face à un pâté industriel suspect, nous avons le devoir de prévenir les citoyens royalistes ou simplement intéressés par notre tradition que le produit vendu sous étiquette Raspail est avarié. En termes plus élégants (il s'agit du *Figaro littéraire* ...) nous cultiverons la métaphore en disant qu'il y a du prion dingophore dans ce biftèque-là, de la listériose dans ce pot de rillettes roycos.

Nos jeunes lecteurs ne savent

pas que, voici un bon quart de siècle déjà, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin avaient violemment dénoncé (3) le livre qui fit connaître Jean Raspail : ça s'appelait *Le Camp des Saints*, chef d'œuvre d'abjection et de nihilisme, où s'étalait le fantasme de ce qu'on appellera plus tard le nettoyage ethnique. Au vu de cette ignominie morale et politique, on pouvait supposer que Jean Raspail, un des dirigeants du Parti (fasciste) des Forces nouvelles, irait libérer ses pulsions haineuses dans une quelconque bande de criminels balkaniques. Il n'en fit rien. Manque de courage ? Sens du commerce éditorial ? Qu'importe.

Le bonhomme réapparut sous la forme d'un confit (en dévotions...) pour présider, en 1992, un *Comité national pour la commémoration de la mort de Louis XVI* et publier des livres tout pleins de jeunes roys, d'oriflammes, de chevauchées dans la nuit (4). C'est encore le cas avec son

dernier livre (5), qui fait bel effet sur le marché du folklore à trois francs, de la quincaillerie fleurdelysée et de la cape à la carbonaro.

Ce fatras serait sans conséquences si Jean Raspail ne se réclamait pas de la tradition royaliste pour en détruire la substance. Comment ? En affirmant que le royalisme « n'est pas une position politique » mais « au contraire, une attitude éthique, philosophique et religieuse ». En définissant le royalisme comme idéal héroïque. En le liant au catholicisme. En lui donnant une référence imaginaire. En déclarant que « (son) royalisme est un dandyisme » c'est-à-dire « l'affirmation de l'individu contre la masse ». Abyssales inepties. Le royalisme est un des modes d'expression, à nos yeux essentiels, du souci politique. Il n'y a pas de royalisme sans fidélité *hic et nunc* à la personne qui incarne, selon le droit, la tradition dynastique. La monarchie française a sciemment détruit la morale héroïque car le héros est un être-pour-la-mort alors que la royauté capétienne, et le christianisme, ont voulu instituer la vie. Enfin la monarchie royale, en France comme partout ailleurs, est au service du peuple - ou elle n'est rien.

Rien : la pitrerie d'un cabotin, la pose d'un imposteur, la rêverie d'un esthète.

Annette DELRANCK

- (1) *Valeurs actuelles* - 15/1/2000.
- (2) *Le Figaro* - 13/1/2000.
- (3) *NAR* n° 142 du 16/1/1974.
- (4) cf. entre autres son livre intitulé *Sire* dont Luc de Goustine a dénoncé l'imposture dans ces colonnes (*Royaliste* n° 586 du 19/10/1992).
- (5) Jean Raspail - *Le Roi au delà de la mer* - Albin Michel - prix franco : 105 F.

Tournicotis, tournicotons

Maître-magicien, Lionel Jospin tourne toujours avec méthode la roue bien huilée du manège enchanté. Paraît ce qui ne sera pas.

Disparaît ce qu'on avait vu.

L'homme de Matignon me fait tourner la tête.

Vrai de vrai ! Moi, la vieille routière du commentaire conjoncturel, j'ai du mal à suivre la cadence. Pour retrouver mes esprits, et en souvenir de mes jeunes années énarques, je présenterai froidement un plan en deux parties, en contravention avec les règles du journalisme.

Introduction existentielle :

Lassée par les statistiques, je me contente début janvier de jeter un oeil paresseux sur les premières pages du *Monde*.

Première partie : tournicotis.

a) Une vraiment bonne nouvelle.

Le 11 de ce mois, j'apprends que, pour combattre l'effet de serre, le Premier ministre veut réduire la puissance des voitures. Cette mesure, me dit-on, est proposée depuis dix ans par les spécialistes de la sécurité routière, qui estiment que la vitesse excessive provoque 4 000 morts par an. La décision de Lionel Jospin me remplit de joie.

b) Une bien mauvaise nouvelle.

Dans la foulée du débat sur la cagnotte budgétaire, on m'informe que la pression fiscale a augmenté de manière considérable dans notre malheureux pays, et que le taux des fameux « prélèvements obligatoires » (addition imbécile, idéologiquement connotée) a atteint un niveau record. Égoïstement, je m'indigne.

Deuxième partie : tournicotons.

a) Une très vilaine surprise.

Le 21 janvier, *Le Monde* publie le plan de lutte gouvernemental contre l'effet de serre. 96 mesures ! Chic, je me dis. Mais je reconnais dans les deux principales dispositions le balancement circonspect cher aux énarques. On va créer une écotaxe, mais on va aussi organiser, tenez-vous bien, un « marché d'échange de permis destiné à se fondre, après 2008, dans un dispositif mondial ». Autrement dit, on va organiser un système de « permis de polluer » qui seront achetés par les industriels sur le marché adéquat et qui seront mondialement « régulés » dans huit ans ou à la Saint-Glinglin. Dominique Voynet déplore. Je suis écoeurée : quelques jours ont suffi pour que Matignon cède au groupe de pression industriel. Quant au bridage des moteurs, il n'en est plus question : on continuera de mourir sur les routes comme avant.

b) Une drôle de bonne surprise.

Encore sous le choc du matraquage fiscal, Le titre du *Monde* du 22 janvier me fait l'effet d'un cachet d'aspirine : « M. Jospin promet une baisse massive des impôts », précisément 120 milliards sur trois ans. Voilà qui efface, d'un coup, la mauvaise nouvelle. Tel est du moins l'effet d'annonce recherché, qui suc-

cède aux promesses, faites par Dominique Strauss-Kahn en 1998 et 1999, de réduction des impôts. L'élection présidentielle se rapproche, et il faut pouvoir inscrire dans son programme de belles promesses.

Cela dit, le gouvernement n'a pas indiqué comment il règlera la question des dépenses publiques. A taux de croissance constant, il faudrait faire des économies drastiques, qui auront des effets négatifs sur l'activité économique et sur le secteur social. Des économies budgétaires en pleine période électorale ? Voilà qui serait surprenant ! Il faut donc supposer un fort taux de croissance sur trois ans, ce qui relève du pur et simple pari. Qu'importe s'il n'est pas tenu : il fallait faire disparaître la dure réalité fiscale dont nous avons été informés et, à brefs délais, le souvenir de la ponction effectuée sur notre compte bancaire.

Comme ces manœuvres et effets d'annonce ont été évanoués dès publication des décisions et autres plans gouvernementaux, on en vient à penser que MM. Jospin et Sautter ont pour les citoyens que nous sommes un immense mépris.

Conclusion reconfortante :

Comme Lionel Jospin ne peut être par définition ni malhonnête, ni méprisant, il faut convenir que nous sommes gouvernés par un irrésistible magicien. En chœur, chantons :

« Tu me fais tourner la tête / Mon manège à moi, c'est toi / Je suis à la ta-a-ta-ta / quand tu m'prends dans tes bras ».

Sylvie FERNOY

Trappe

la trappe, la proposition de loi destinée à limiter le recours abusif aux licenciements économiques !

Déposée par le député communiste Maxime Gremetz, soutenue par les Verts et les chevenementistes, la proposition n'a même pas été discutée puisque, le 25 janvier, les socialistes ont obtenu que l'Assemblée nationale refuse d'examiner un texte que Martine Aubry refusait.

Ce rejet confirme que les socialistes ne veulent rien refuser au Medef. Il souligne l'hypocrisie qui se cache derrière le beau masque de l'éthique jospinienne. Se déclarant « à l'écoute » de la majorité plurielle, Jean Le Garrec lui a refusé le droit de « prendre position avant d'avoir mûrement réfléchi ». On devine que la réflexion n'existe que dans la mesure où elle est conforme aux décisions prises par les socialistes. Après le coup de baguette du maître d'école, la pommade de l'infirmité sociale : Martine Aubry a promis d'engager « dans les heures qui viennent, avec tous les groupes de la majorité plurielle, une réflexion d'ensemble sur un texte de portée plus large ».

Comment va-t-elle s'y prendre pour « élargir » un texte qu'elle refuse dans son principe ? Attendons la recette. Pour prendre patience, nous proposons la création d'un observatoire des licenciements et d'un comité de suivi des abus, l'organisation d'une table ronde licenciements-licenciés qui aboutira à la signature d'une charte comportant un pacte de bonne conduite. Des États Généraux sur le thème « licencier la licence » pourraient enfin réunir l'ensemble des acteurs sociaux.

TECHNO Paul

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Au péril des esthètes - p.3 : Tournicotis, tournicotons - Trappe - p.4 : Le Medef déclare la guerre - p.5 : L'ami Kohl - p.6/7 : Le fond de l'aire effraie - p.8 : Des chiffres et des hommes - Jeux de miroir - p.9 : Le Sartre de Bernard-Henry Lévy - p.10 : Première ligne - Les princes de Condé - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial. Il n'y a pas de fatalité.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le Medef déclare la guerre

Lors de son 18^e congrès (mars 1999), la NAR réclamait « une révision complète du paritarisme » (1). La décision du Medef de quitter les organismes sociaux le 31 décembre 2000 peut en être l'occasion. A condition que les confédérations syndicales acceptent de remettre en cause ce qui fonde leur raison d'être depuis plusieurs décennies.

« Mon successeur sera un tueur ». Jean Gandois ne croyait pas si bien dire, lorsque, en octobre 1998, après avoir annoncé sa démission du CNPF (Conseil national du patronat français), il dressa en ses termes, le portrait de celui qui allait s'asseoir dans son fauteuil de patron des patrons. En fait de tueur son successeur est un *serial killer*. Certes Ernest-Antoine Seillière est trop bien élevé pour se livrer à de si basses besognes ; il laisse faire son porte-flingue, Denis Kessler, délégué général du Medef (Mouvement des entreprises de France) et, de fait, véritable patron de ce groupe de pression.

Première victime de ce tueur à gage, agissant pour le compte de Claude Bebear, patron du capitalisme financier à la française et président du directoire d'Axa, un des plus puissants groupes d'assurances au monde : le susnommé CNPF. En changeant de nom, l'organisation patronale a également changé de nature, de finalité et de dimension. Augmenter ses gains en exploitant les salariés et en aliénant leurs

représentants ne suffit plus au Moloch. Pour assouvir sa soif de profit, il lui faut désormais s'attaquer à la loi. De partenaire, l'État - qui lorsqu'il fallait s'asseoir à la table des négociations était son interlocuteur privilégié (voire son meilleur interprète) et qui lorsqu'il fallait briser les mouvements ouvriers envoyait la police ou l'armée - devient l'ennemi juré.

Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, à l'origine de la loi sur la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures - qui restera dans l'histoire comme l'une des plus belles arnaques - n'a pourtant pas été mauvaise fille avec le patronat. C'est à elle que l'on doit l'accroissement de la flexibilité du travail. Mais il en faut toujours plus à Seillière, Kessler et consorts : ils veulent pouvoir faire les lois, eux-mêmes.

Dernière victime en date de nos tontons macoutes : le paritarisme. Le 18 janvier dernier, l'assemblée générale du Medef a confirmé que l'organisation patronale quitterait à la fin de l'année les organismes de protection sociale (Sécurité sociale, assurance chômage, régimes de retraites complémentaires...) qu'elle gèrerait à parité avec les organisations syndicales. Le 31 décembre 2000, ce système dont les bases ont été jetées au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui s'est consolidé au fil des ans, aura vécu.

D'ici là, le Medef invite la CGT, la CFTC, la CGC, la CGT-FO et la CFDT à se rencontrer pour, ensemble, jeter les bases d'une « refondation sociale ». Première étape, le 3 février : définition d'objectifs, d'une méthode de travail et d'un calendrier. Les organisations de salariés qui se sont réunies le 26 janvier, en intersyndicale, croient pouvoir être maître de l'ordre du jour. La nomination de Denis Gauthier-Savagnac, numéro un de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), l'aile dure du Medef, comme nouveau responsable du social dans l'organigramme patronal, n'est pas de bon augure. C'est un peu comme si on confiait le ministère de l'environnement à Thierry Desmarest... Et les organisations de salariés n'auront même plus la possibilité de recourir à l'arbitrage de l'État. Ernest-Antoine Seillière a, en effet, prévenu : « Si l'État s'en mêle nous claquons la porte avant le 31 décembre ».

En outre, la lettre que le président du Medef et son acolyte ont envoyée aux responsables syndicaux est éloquent : elle ne laisse que peu de champ à la négociation. Tout y est déjà décidé. « Négociation d'ici le 30 juin 2000, d'une nouvelle convention recentrant l'assurance-chômage sur sa mission première d'indemnisation de la perte d'emploi, assurant la maîtrise des coûts et renforçant l'incitation à la recherche effective d'un emploi ». Finie la gestion sociale du chômage,

retour à l'esclavage. Les chômeurs qui oseront refuser un emploi sous-qualifié et sous-payé se verront supprimer leur indemnité.

Continuons la lecture de la lettre de convocation. « Définition, d'ici le 31 décembre 2000, des bases d'une nouvelle architecture de l'assurance maladie, fondée sur la responsabilisation de l'ensemble des acteurs et sur l'amélioration du rapport coût/efficacité ». On ne peut être plus clair : la solidarité cèdera la place au marché. « Négociation, d'ici le 31 décembre 2000, d'un nouveau système de retraites contributives, évitant toute augmentation des cotisations, permettant la liberté de choix de l'âge de la retraite et l'accès à un étage facultatif de capitalisation ». Le Medef n'éprouve même plus le besoin de cacher son jeu : dès l'année prochaine, notre retraite pourra être indexée sur le cours de la Bourse. « Négociation, dans les meilleurs délais, d'une modernisation du système de la santé au travail, respectant la spécificité des structures de prévention et définissant les caractéristiques d'un régime autonome d'accidents du travail ». Autrement dit, le patronat veut pouvoir continuer à exploiter comme des esclaves les travailleurs, mais sans avoir à payer les pots cassés. Si ce n'est pas une régression cela y ressemble étrangement.

Face à cette offensive du Medef préparée de longue date, les organisations syndicales sont désarmées et divisées. Attendons les premières séances de négociations pour que l'unité de façade qu'elles affichent, vole en éclat.

La rupture des négociations ne serait pas de meilleur augure. Si, faute de pouvoir trouver un accord, le Medef met sa menace à exécution, le gouvernement devra bien, dans un premier temps ramasser les restes du paritarisme pour, dans un second temps, les laisser au marché.

Dans tous les cas, les salariés ont du souci à se faire.

Nicolas PALUMBO

(1) Dans une motion intitulée « Pour un syndicalisme de résistance et de reconquête ». Cf. La NAR en textes (tome 2), 10 F franco.

L'ami Kohl

Le 18 janvier est décidément une date fatidique pour les Allemands. Après le 18 janvier 1871, proclamation de l'empire allemand, et le 18 janvier 1919, ouverture de la conférence de paix de Versailles, le 18 janvier 2000 marque la retraite politique du l'artisan de la troisième refondation de l'Allemagne.

Helmut Kohl avait égalé Bismarck en ses oeuvres et en longévité politique. Il partage avec lui l'amertume de la retraite forcée : Bismarck surviva huit années de sa démission en 1890 à sa mort en 1898. Combien d'années Kohl survivra-t-il à son mythe ? Le début du siècle enchaîne le destin de l'un au destin de l'autre. Messieurs, chapeau bas. Comme chez nous Clemenceau et de Gaulle, comme Churchill aujourd'hui reconnu outre-Atlantique comme l'homme du siècle, tous les Grands ont connu l'ingratitude et le mépris de leurs contemporains, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Ils étaient entrés dans l'Histoire et son tragique.

Le problème avec Kohl vient de l'état de l'Allemagne et, comme par hasard, de ses relations avec la France. Car combien d'Allemands de l'Ouest voulaient vraiment l'unification ? Combien voulaient l'euro ? Combien acceptent, autrement que malgré eux, l'alliance quasi obligatoire avec la France ? Si l'Allemagne ne s'aime plus elle-même, comme elle est, qui donc l'aimera et qui aimera-t-elle ? La chute de Kohl ne peut que faire remonter à la surface tout ce qu'il avait fallu taire parce qu'il était intouchable. La vague du ressentiment est analogue à celle qui avait submergé la république de Weimar coupable d'avoir signé le *diktat* de Versailles et d'avoir privé les Allemands de

leur kaiser. De tout son poids, Kohl écrasait les Allemands, à commencer par ceux qui ne pouvaient que voter pour lui. Aujourd'hui ils se vengent. C'est affreux.

Après avoir vu écorner leur modèle d'économie sociale et leur droit du sang, après avoir été privés de leur confort atlantique, du mur et de la guerre froide, et enfin de leur mark, leur restait le « patriotisme constitutionnel » chanté par le philosophe Habermas. Patatras ! cela aussi s'effondre subitement. Avec lui, le régime des partis : nul n'en sortira indemne, ni le parti chrétien-démocrate qui pourrait éclater comme en Italie en particularismes régionaux, ni le parti social-démocrate. Déjà le laboratoire autrichien a livré la solution : la grande coalition des chrétiens-démocrates et des socialistes a volé en morceaux à peine rafistolée, et un gouvernement des premiers, alliés à la droite extrême de Jörg Haider, devient vraisemblable. N'y aura-t-il bientôt plus rien en Allemagne entre les chrétiens-sociaux bavarois et les PDS ex-communistes de Berlin et des *Länder* de l'Est ?

Situation intéressante s'il en est, mais les Français doivent être conscients qu'elle se développe sur un fond de ressentiment antifrançais. Derrière Kohl, tout indique que c'est bien notre pays qui est visé. Le président ami qui était accusé de n'avoir pas suffisamment soutenu le chancelier

quand il allait à marches forcées vers l'unification des deux Allemagnes, le voici en corrupteur quand il soutient les investissements français dans les *Länder* de l'Est. Tout est toujours la faute de la France. La France qui « tient » Kohl, comme on l'avait déjà expliqué, pour son ralliement à l'euro, la France qui peut seule expliquer le silence obstiné de l'homme intègre, empêcher sa confession publique et salvatrice. L'Allemagne ne peut être redimée à cause de la France. Qui pourra encore parler de « parti français » en Allemagne pourtant si indispensable à l'équilibre et à la paix en Europe ?

Les Américains, qui attendent de Kohl le même aveu que celui qu'ils ont exigé, et obtenu, de Nixon et de Clinton, n'y voient qu'une preuve de plus de l'immoralisme européen contre lequel ils se sont construits. Bien entendu ils ne peuvent que croire ceux qui y voient la main de la France. Décidément, il n'y a plus rien à espérer pour eux de la vieille p..., ce qui donne des armes aux partisans d'un nouvel isolationnisme.

La perte de prestige de Kohl entraîne avec elle celle de l'Allemagne nouvelle, de la France, de la paix et de l'Europe. C'est dire la mesure du personnage historique. Qu'attendent donc les gouvernants français pour le reconnaître sinon une fausse pudeur et le souci de ne pas plomber encore plus par leur soutien l'influence française outre-Rhin ? Quelles que soient les fautes commises de part et d'autre, ce manque de courage politique n'est pas à leur - à notre - honneur.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **CAMBODGE** - L'état de santé du roi Norodom Sihanouk, 77 ans, inquiète vivement les Cambodgiens auprès desquels il est immensément populaire. Dans un discours très remarqué, visant la classe politique, le Premier ministre Hun Sen a déclaré que les spéculations concernant la succession du roi n'étaient pas de mise et que « discuter de cette question reviendrait à porter malheur au roi et à le pousser vers la tombe ». Aux termes de la Constitution cambodgienne et en cas de décès du souverain, le nouveau roi doit être choisi, dans les huit jours, par le Conseil royal dont Hun Sen fait partie.

♦ **MONACO** - Par une annonce publiée dans les deux quotidiens kenyans, le prince Ernest-Auguste de Hanovre nie toute responsabilité dans l'agression dont a été victime Joe Brunlehner, un Allemand tenancier d'une discothèque dans l'île de Lamu (Kenya) où le prince a une résidence. La victime qui souffre de multiples fractures maintient cependant ses accusations affirmant que le prince a la tête d'une bande d'une quinzaine d'indigènes est venu mener une véritable expédition punitive contre lui, son établissement étant accusé d'être trop bruyant. Le prince Ernest-Auguste de Hanovre, gendre du prince Rainier de Monaco, est réputé pour son caractère irascible et sa violence.

♦ **YUGOSLAVIE** - A la veille de son premier voyage en Bosnie qui s'est séparée de la Yougoslavie en 1990, le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a déclaré : « Mon principal souci est le remplacement du régime de Belgrade par un gouvernement démocratique qui respecte tous les citoyens sans distinction de leur origine ethnique ou de leur religion. Le maintien de la Yougoslavie actuelle, Serbie et Monténégro, est vital et l'établissement de relations particulières avec tous les pays voisins est impératif pour la survie et la paix. La Yougoslavie doit regagner le concert des nations ».

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Après beaucoup d'hésitations, le gouvernement a annoncé comment il comptait honorer la mémoire de Diana, princesses de Galles : une promenade pour piétons de près de dix kilomètres au travers de quatre parcs londoniens sera créée. De cette promenade qui sera balisée de 70 plaques commémoratives les visiteurs pourront apercevoir le Palais de Buckingham, le Palais de Kensington et d'autres lieux associés au souvenir de la princesse. Une fontaine souvenir est également prévue ainsi qu'une aire de jeux. L'inauguration pourrait avoir lieu le 1^{er} juillet prochain date de l'anniversaire de la naissance de la princesse.

♦ **ESPAGNE** - Venu d'Espagne, SAR Luis-Alfonso de Borbon y Martinez-Bordiu, cousin du roi, a honoré de sa présence une des messes commémoratives de la mort de Louis XVI à Paris.

Pourquoi attendre ?
Adhérez maintenant à la NAR !

Demandez-nous un bulletin.

Aécouter les discours tenus par la classe politique, à lire les diagnostics et les prévisions d'une partie de ceux qui font profession d'analyser notre temps, on ne peut qu'être effrayés de la société qu'on nous prédit. Les citoyens sont-ils immanquablement voués à n'être plus que les spectateurs passifs d'une histoire qui leur échappe ? Nous récusons cette vision pessimiste de notre avenir. Comme l'écrit B. Renouvin dans l'éditorial de ce numéro : « *L'être humain est l'acteur de l'histoire si sa volonté se nourrit d'espérance* ». Nous avons l'espérance, nous avons la volonté.

Utopie

L'invitation au cauchemar

Tenter de faire le bilan d'un siècle (avant même qu'il ne soit achevé) et, surtout, se risquer à dessiner les contours d'une ère nouvelle, voilà qui est chose périlleuse. C'est pourtant ce qui a été récemment demandé à Jacques Julliard pour *Le Nouvel Observateur*, et nous vaut un long article à tous égards problématique (1).

Pour se trouver en désaccord total sur les perspectives ouvertes par cette étude, il n'en convient pas moins d'en souligner le sérieux et l'intérêt. Lorsque son auteur nous explique avec un certain bonheur d'expression que, « *dissociée du libéralisme, la démocratie est un régime qui se mord la queue - et qui comme tel ne comporte aucun garde-fou contre ses propres emportements* », et que, au demeurant, « *c'est à la Restauration, monarchique et censitaire (qu'il est revenu) de mettre en place les institutions politiques de la liberté : régime parlementaire, liberté de la presse, libertés politiques*

et individuelles », quand il souligne par ailleurs quelques tendances lourdes de notre vie démocratique marquée par la « *démocratie de masse* », tel le poids des « *lobbies communautaires* » et de « *l'opinion publique* », ou la revendication par les gens, en deçà de toute citoyenneté véritable, de « *lois particulières qui tiennent compte de leurs particularismes* », je n'ai guère de mal à le suivre.

Pour autant, est-il fondé de chercher dans la délégation de pouvoir propre au régime représentatif des virtualités totalitaires ? Est-il pertinent d'affirmer en conséquence que « *l'abus est en quelque sorte programmé dans le patrimoine*

génétique de la démocratie » et que, « *de la démocratie bourgeoise à la démocratie populaire, il n'y a en somme qu'une différence de degré dans l'abus que l'on fait de la délégation* » ? C'est amalgamer en vérité la démocratie avec sa perversion démocratiste. C'est surtout confondre philosophiquement potentialité et actualisation initiale, un peu comme Freud transformant la perversibilité polymorphe de l'enfant en une perversion polymorphe... Non, il n'existe pas qu'une différence de degré entre démocratie représentative et totalitarisme, mais une véritable différence de nature. Entre un régime qui trouve son point d'équilibre en des médiations diverses et un régime qui procède d'un immanentisme destructeur de toutes les médiations, il y a la discontinuité d'un changement d'ordre. On passe, en effet, d'une rationalité pacificatrice et ouverte sur la transcendance, qui préserve le lien social et l'autonomie du politique, au déchaînement immanentiste d'une rationalité démiurgique ou, à l'inverse, d'une irrationalité quasi biologique, dans lequel le politique se trouve de toute façon purement et simplement anéanti.

Mais c'est lorsque J. Julliard croit pouvoir avancer que « *la démocratie est en train d'achever son cycle* », que nous entrons dans une « *ère postdémocratique* » ayant « *forme humanitaire* », qu'il

nous laisse le plus rêveur. De cette nouvelle phase de l'histoire ce n'est plus la notion de souveraineté nationale mais celle de droits de l'homme qui, nous est-il dit non sans quelque exaltation, devient le « *concept-clé* ». La souveraineté nationale n'a-t-elle pas été « *traditionnellement le pavillon de complaisance de la réalité la plus froide et la plus cynique : la raison d'État, la volonté de puissance des plus forts* » ? Je dois me contenter ici de renvoyer J. Julliard à la démonstration magistrale d'un Pierre-André Taguieff pour qui « *accabler les nations à propos du XX^e siècle constitue une erreur d'analyse historique, peut-être pas innocente* », qui confond « *le nationalisme d'émancipation de la nation en tant que communauté des citoyens* » et « *le nationalisme réactionnaire des droits de l'homme, sous le régime d'opinion, rendra et rend déjà plus difficile l'exercice quotidien de la politique* ». Mais il ne voit pas en cela de motif particulier d'inquiétude. Le risque d'un déficit de démocratie lui semble peu probable dans cette transmutation en une « *macro-démocratie planétaire* » et « *une microdémocratie*

individuelle », dans ce passage, sur les ruines de la souveraineté nationale, « *d'une démocratie à foyer unique à une démocratie généralisée* ».

Comment ne pas voir cependant qu'il situe sa conjecture d'une ère postdémocratique dans la mouvance de ce même principe d'immanence qui commande les diverses formes du totalitarisme ? Prétendre que « *seule l'adjonction d'un principe extrinsèque, celui des droits de l'homme, peut empêcher la dégénérescence de la démocratie en totalitarisme* », c'est se faire illusion si aucune autonomie du politique ne permet, par sa libre médiation, de les faire respecter dans le corps social d'une nation. S'« *il a suffi aux régimes totalitaires de discréditer ce principe extérieur pour justifier une terrible oppression* », c'est précisément parce que le totalitarisme est la négation de toute indépendance du politique. On ne saurait « *contourner la politique de jadis* », se divertir de « *la traditionnelle démocratie républicaine et nationale* », fût-ce au nom des droits de l'homme, sans rendre vaine la notion transcendante de droit de l'homme comme l'idée même de liberté démocratique. La tentation d'une conjonction, sans médiation politique autonome et arbitrale, de la société humaine et de principes éthiques extérieurs - qui est une forme particulièrement pernicieuse de

la tentation identificatrice ou immédiate qui traverse toute la culture moderne - porte en elle la négation radicale de toute transcendance des valeurs morales et la mort programmée de toute vraie démocratie. La constitution de communautés fusionnelles aux intérêts conflictuels, en détruisant toute collectivité nationale, mettrait directement en danger la paix civile. Au plan international, la « *macro-démocratie planétaire annoncée* » pulvériserait, d'un même mouvement, jusqu'à la notion même d'une « *démocratie généralisée* ». Une pareille utopie, qui se veut nourrie d'un mythe nouveau « *au sens sorélien du mythe* », déboucherait inéluctablement sur une nouvelle forme de totalitarisme qui, pour être prétendument démocratique ou humanitaire, n'en serait pas moins liberticide.

Sans doute J. Julliard prend-il son rêve pour la réalité. Ne se situe-t-il pas d'emblée sous la coupe d'un *fatum* indomptable, d'une sorte de « *main invisible* » au pouvoir incoercible ? Son rêve tourne décidément au cauchemar.

Marcel DEMARQUIS

Cf. Jacques Julliard, « *Fin de siècle ou fin de cycle ? Démocrates, encore un effort* », *Le Nouvel Observateur*, n° 1835, du 6 au 12 janvier 2000, pp. 50-53.

Pierre-André Taguieff, « *La nation, ce n'est pas la guerre* », Entretien avec Éric Conan, *L'Express*, n° 2531, du 6 au 12 janvier 2000, pp. 14-17.

Ambiance

Le fond de l'air effraie

Liquidation

Notes d'ambiance

La théorie postdémocratique ne fait que s'esquisser, mais les pratiques étrangères ou hostiles à la démocratie se développent depuis plusieurs années au sein du milieu dirigeant. Tendance forte, contre laquelle il faut lutter sans plus attendre.

Lecteurs de notre journal, souvenez-vous de notre entretien avec Hubert Védrine (1), relu et accepté par celui-ci, et publié peu avant la victoire de Lionel Jospin. Le

futur ministre des Affaires étrangères déclarait tranquillement que l'Europe se construisait sur le mode du « *despotisme éclairé* », et ce ne sont pas les gouvernements européens de gauche, largement majoritaires en Europe, qui ont changé depuis trois ans cette orientation étrangère au souci démocratique. L'existence du parlement européen ne change rien à l'affaire, comme l'a montré récemment Alain Krivine dans un remarquable compte-rendu de mandat (2) qui constitue un reportage affligeant sur les conditions dans lesquelles les députés européens tentent de remplir leur impossible rôle.

Quant à la conduite de la politique étrangère, Hubert Védrine écrit (3) que les « *décideurs* » sont « *de plus en plus tentés de se soumettre par avance au « diplomatiquement correct » dominant* », c'est-à-dire à la norme qui résulte des sondages d'opinion, des grands journaux télévisés et des articles de la presse écrite qui sont influencés par les images diffusées la veille. Ce système forme une boucle parfaite, qui ne tient d'ailleurs compte ni de l'opinion publique, ni des institutions démocratiques. D'ailleurs, Hubert Védrine s'est plié à cette norme a-démocratique lors de l'offensive aérienne contre la Yougoslavie puisqu'il a accepté que cette guerre soit faite sans vote du parlement - ce qui constitue un viol de la Constitution et

un mépris complet de la tradition biséculaire de notre démocratie parlementaire.

Du côté du Medef et de ses chiens de garde, l'action antidémocratique est clairement revendiquée. Voici deux ans, le baron Seillière récusait l'égalité, clairement désignée comme « *la grande valeur républicaine* » et rejetait l'ensemble de la démocratie parlementaire :

« *Le drame, c'est que nous ne sommes pas gouvernés par des politiciens allant à contre-courant de l'opinion publique. Ils reflètent ce que veut le pays. A droite comme à gauche !* ».(4)

C'est dans le même esprit que Nicolas Beytout, éditorialiste des *Échos*, faisait la promotion de la « *constitution sociale* » voulue par le Medef, en expliquant que « *le patronat propose de revoir l'équilibre fondamental entre la loi et le contrat, entre la règle unilatérale édictée par l'État et la négociation conduite par les partenaires sociaux* »(5). Souveraineté nationale, volonté générale, vote du législateur élu par le peuple, tout cela est présenté comme un oukase qui sera remplacé par les contrats plus ou moins léonins.

La démocratie embarrasse la classe dominante. Il faut se débarrasser de la classe dominante avant qu'elle ne liquide la démocratie.

Yves LANDEVENNEC

- (1) *Royaliste* n° 680.
- (2) *Le Monde*, 12 janvier 2000.
- (3) Hubert Védrine - « *Les mondes de François Mitterrand* » - Fayard, 1996 - prix franco : 180 F.
- (4) cf. Christine Ockrent et Jean-Pierre Sereni - « *Les Grands patrons* » - Plon, 1998, p. 330 - prix franco : 128 F.
- (5) *Les Échos* mardi 18 janvier 2000.

Des chiffres et des hommes

On oppose souvent la vérité du chiffre à la conviction des militants. En s'appuyant sur le dernier ouvrage de Pénombre, les militants pourront désormais révéler la relativité du chiffre, le remettre à sa juste place et retrouver le droit à la parole.

Créée en 1993, Pénombre est une association de « praticiens du chiffre d'horizons très divers ». Son objectif ? Démystifier l'autorité que les données chiffrées exercent sur notre société en mettant en évidence qu'un chiffre est avant tout élaboré et pertinent dans l'optique du projet idéologique de celui qui construit la grille méthodologique avec laquelle est obtenu ce chiffre. Confondre les données chiffrées avec une forme de savoir objectif serait une erreur, et Pénombre nous rappelle que la construction des statistiques publiques est aujourd'hui un enjeu majeur du débat politique et citoyen. Qu'il s'agisse des chiffres du chômage, de l'illettrisme ou du coût du travail, toutes les manipulations sont possibles pour démontrer par $2+2=4$ que la situation est grave ou qu'à l'inverse, tout va bien.

Une fois admise la valeur plus que relative des vérités statistiques officielles, que faire de cette lucidité retrouvée ? Pénombre s'assigne pour tâche de sensibiliser à cet état de fait, en faisant œuvre pédagogique. Une œuvre pédagogique visant à permettre à chaque citoyen de porter lui-même le regard critique approprié sur les données qu'on lui propose. Que faire de plus ? Dans ce domaine

comme dans d'autres, il incombe au citoyen de savoir comment il entend, à l'avenir, interroger le politique et faire passer le message, afin que la lucidité devienne la règle.

Le fond de la démarche de Pénombre est d'un intérêt certain. Chiffres en folie n'est pas un ouvrage théorique et le livre est bâti comme une accumulation classée par thèmes, et commentée, d'exemples de contrevérités appuyées sur des chiffres publics. C'est un pense-bête extrêmement utile pour tout militant politique ou associatif, désireux, sur chaque chiffre donné, de pouvoir mener un exercice de démystification approprié. Ce n'est en aucun cas, un ouvrage porteur d'une réflexion structurée sur la religion du chiffre qui inspire notre société. On peut souhaiter que Pénombre consacre son prochain ouvrage à une approche plus qualitative de ce phénomène qui étouffe le débat public.

Alexandre RENAUD

Pénombre - « Chiffres en folie, petit abécédaire de l'usage des nombres dans le débat public et les médias » - La Découverte, 225 pages - prix franco : 110 F.

Conférence

Pierre Tournier et Bruno Aubusson viendront fin mars présenter Chiffres en folie et l'association Pénombre aux Mercredis de la NAR.

Jeux de miroir

Dans un livre décisif, André Orléan explique comment fonctionnent les fameux marchés financiers. Croyances, conventions, comportements mimétiques, critères aberrants : la spéculation financière est logiquement vouée à se détruire elle-même.

Depuis bientôt vingt ans, les travaux d'André Orléan, qui publie souvent en compagnie de Michel Aglietta (1), constituent une somme de références fondamentales pour celles et ceux qui, parmi nous, ont la rude tâche d'expliquer le système financier afin que nous puissions tous le combattre. De ce double point de vue, sa récente analyse du pouvoir de la finance (2) est pleinement satisfaisante.

Cela ne signifie pas que l'ouvrage soit d'un abord facile. André Orléan est un chercheur rigoureux, qui utilise un appareil statistique et des formules mathématiques. Que les « novices » ne se laissent cependant pas intimider. Il ne s'agit pas pour eux d'ingurgiter un traité d'économie financière, mais de découvrir ou d'approfondir une vérité qu'aucun citoyen - militant, salarié, épargnant, boursier - ne saurait méconnaître : pour appréhender la finance, pour mesurer l'étendue de son pouvoir, il faut dépasser la science et mobiliser bien d'autres savoirs.

Allons plus loin : pour boursicoter sans trop de risques, mieux vaut ignorer résolument les mathématiques et les théories financières courantes, et agir selon quelques maximes psychologiques, d'apparence rudimentaire, mais dont André Orléan montre la profonde pertinence. Si l'on veut, de surcroît, comprendre la spéculation boursière, les phénomènes monétaires, l'inflation, la déflation, les records du

CAC 40 et de Wall Street, les krachs de 1929, 1987 et 1998, il faut se faire anthropologue, sociologue, critique littéraire - sans jamais perdre de vue le Politique.

C'est ainsi qu'André Orléan nous fait lire en même temps John Maynard Keynes et René Girard, ce qui n'est jamais ennuyeux : le premier s'intéresse de près aux concours de beauté, qui permettent de saisir la logique autoréférentielle, le second explique le comportement des moutons de Panurge. A partir de là tout s'éclaire : la finance n'est pas une science, mais un jeu de miroirs ; le spéculateur heureux est celui qui croit tant que les autres croient que le marché va monter, alors que le calcul rationnel conduit à la ruine celui qui va contre la tendance dominante ; le secret du marché est qu'il fonctionne selon le mode panique - ce qui contredit la théorie de l'autorégulation.

Appuyé sur l'expérience historique et sur nombre d'exemples récents, André Orléan souligne l'extrême fragilité de la finance mais aussi les immenses capacités de destruction que recèlent le « gouvernement d'entreprise », les fonds de pension, et l'idéologie de l'individualisme patrimonial dont je vous laisse découvrir l'explosive perversité.

Jacques BLANGY

(1) cf. Royaliste n° 730.

(2) André Orléan - « Le Pouvoir de la finance » - Éditions Odile Jacob, 1999 - prix franco : 145 F.

L'auteur présentera son ouvrage le 23 février aux Mercredis de la NAR.

Le Sartre de Bernard-Henri Lévy

À propos de Jean-Paul Sartre, je ne puis cacher l'ambiguïté de mes sentiments. Il me fut toujours inévitable et insupportable à la fois. Que je le veuille ou non, il me fallait me débattre avec ses idées, sa présence, voire son mythe. En ce sens, Bernard-Henri Lévy est bien dans une situation analogue, avec ce

caractère aggravant que Sartre est pour lui un modèle presque absolu, et donc une obsession permanente. Cette vocation et cette « comédie » de l'intellectuel qui est la sienne, l'auteur des *Chemins de la liberté* en a dessiné les contours jusqu'à la caricature. De là un affrontement quasi quotidien, un désir irrépressible de débrouiller toutes les énigmes. En constituant cet énorme dossier, B.H.L. a probablement voulu voir clair en lui. Ce corps à corps a des côtés de combat de Jacob, dans une nuit qui chaotiquement avance vers la lueur de l'aube.

C'est dire à quel point ce livre est incontestablement vrai, et c'est pourquoi il est le meilleur de B.H.L., plus convaincant en sincérité que *Comédie*, qui m'avait pourtant bien intéressé, parce que j'y trouvais une parenté avec la *Chute* de Camus. Mais, presque encore un peu trop littéraire, un peu affectée dans ses aveux en forme d'œuvre d'art. Ici, l'art est pleinement intégré au débat intérieur, l'auteur peut être lui-même, en jouant sur tous les ressorts de sa dialectique, de son érudition. Rien de plaqué, rien de boursofflé dans cette éloquence constante qui donne à l'essai « philosophique » un souffle qui n'irrite pas, parce qu'il est homogène à l'entreprise. On pourrait définir celle-ci comme une enquête, précise, méticuleuse, qui recouvre tous les aspects de la vie de Sartre. En tout, elle s'applique à démêler le vrai du faux. Quant à l'œuvre, elle est décrite comme « immense, monstrueuse, vivante comme un cancer, en guerre avec elle-même autant, sinon plus, qu'avec son époque ».

Le plus grand mérite, en ce qui concerne la connaissance de la pensée, et plus précisément des livres, tient à la dénonciation des fausses cohérences que Sartre avait d'ailleurs dénoncées, sans qu'on le sache trop. Sans doute, a-t-on souvent insisté sur le caractère inachevé des plus grands pans de l'œuvre, avec l'impossibilité de parvenir à la morale qu'appelait le primat absolu de la liberté, défini dans l'Être et le néant. Mais, que le philosophe ait renié l'ontologie existentialiste, que *La Critique de la raison dialectique* s'inscrive en rupture avec un premier Sartre, démenti par un second qui tente d'apprivoiser le marxisme, à sa façon, cela est généralement méconnu au profit d'une illusoire unité qu'avaient d'ailleurs empêchée les contradictions de ses engagements. « Penser contre soi-même, se contredire, s'il le faut, d'un livre à l'autre, ou d'une page à l'autre du même livre - une pensée progresse par esprit de contradiction, paradoxes, contraires, non-sens parfois, contradictions encore, contretiens et c'est pourquoi Sartre, le Sartre acharné contre l'os, la pierre, de ses propres idées

par Gérard Leclerc



devenues clichés, n'a jamais cessé de faire l'éloge de la « pensée contre » et, en particulier, « contre soi-même ». Un se divise en deux. Toute affirmation est négation ». Le désaveu de soi-même est le propre d'un homme lui-même divisé, contradictoire, prêt à toutes les métamorphoses, y compris la plus inattendue, celle qui viendra tout à la fin et qui déconcertera la famille sartrienne. La division première, qui explique toutes les autres, Bernard-Henri Lévy la désigne dans les tous premiers personnages de la *Nausée*. Sartre est en même temps Roquentin et l'Autodidacte ; l'individualiste anarchiste, antihumaniste et l'humaniste socialiste et solidariste. L'affaire est étrange, presque d'ordre analytique. Mais B.H.L. se fait terriblement convaincant, en épousant la querelle intime de son personnage, et en le transformant en révélateur de ce qu'il considère comme le plus grand problème intellectuel et politique. Le choix entre l'antihumanisme pessimiste mais lucide et l'optimisme progressiste à potentialité totalitaire n'est pas loin du choix entre l'antifascisme et le fascisme, la subjectivité vigilante et la folie stalinienne. Les deux Sartre coexistent dès le départ, et les combats se chargeant de révéler l'un au détriment de l'autre.

Bernard-Henri Lévy s'implique à fond dans cette configuration sartrienne, parce qu'elle définit la sienne, celle de son itinéraire, marqué par deux livres qui définissent son destin après le prélude de la nouvelle philosophie : tout d'abord le *Testament de Dieu* où il allait rechercher dans Levinas et son héritage biblique les prémices d'une pensée postmarxiste et post-totalitaire ; l'*Idéologie française* ensuite, si controversée, et qui a valeur de symptôme pour une génération qui veut régler ses comptes avec tout un passé. Avec Sartre, du moins le premier, B.H.L. trouve un allié, car il a été « le seul moderne à avoir su trouver le fil antihumaniste, et celui d'une persistance de la conscience sans laquelle tant l'esprit de résistance que le droit ou les droits de l'homme demeurent lettre morte ».

Le maintien de la conscience « comme transcendance et pari » s'allie avec « un certain mépris de l'Humain » qui a le mérite d'assurer « le sauvetage des pures singularités et des sujets comme singuliers ». A l'encontre de cet antihumanisme subjectiviste, le Sartre communautaire-humaniste aspire à l'humanité en fusion et se perd dans la logomachie d'un révolutionnarisme qui tourne à l'apologie de la Terreur. Tout cela me paraît à la fois éclairant et déconcertant, pertinent et équivoque. Car le premier Sartre n'est pas indemne des tentations du second, ne serait-ce que son étrange haine cathare du monde et plus encore par ce qu'il y a de transgressif jusqu'au déni des interdits fondateurs nietzschéens. Politiquement, il me paraît aussi ruineux de ne pas faire la distinction entre ce qui relève des communautés historiques et les fantasmes identitaires. Autant les premières permettent la relation avec le droit, autant les seconds nous ramènent à un chaos sans remèdes.

Mais c'est sur l'échappée du tout dernier Sartre que je me retrouverai en plein accord avec Bernard-Henri Lévy, contre les intégristes du sartrisme qui considèrent qu'ils auraient été floués par ce Sartre si proche de Levinas. Dans les dernières pages, je goûte aussi une connivence presque tendre, en dépit du mépris affiché pour l'humain fadasse, celui que la *Nausée* anathématisait. Cette évocation du vieux Sartre, capable d'enthousiasme de jeune homme, elle est simplement belle, parce que, je crois, exacte, inspirée par une pitié pudique et un espoir secret dans la miraculeuse vigueur qui permet même au penseur aveugle de renaître comme le phénix.

Bernard-Henri Lévy - « Le Siècle de Sartre », Grasset, prix franco : 154 F.

Première ligne

Voici un livre qui a de quoi laisser perplexe : l'écriture est un mal destructeur qui mène directement « au Val-de-Grâce ». Écrire est une drogue. Tout comme l'alcool peut déchirer sa victime, l'écriture s'empare de l'individu et il lui est alors impossible de s'en défaire. Elle tient bon, elle colle et qu'importe ce que l'on écrit, pourvu que l'on écrive, pourvu qu'elle délivre...

Dès le début du livre le ton est donné : un déferlement de rage, un fleuve d'invectives. Les mots sont durs, acerbes. Mais c'est aussi un livre rempli de tendresse, de compassion. Un livre rondement mené où le suspense se mêle avec volupté à la diversité des sujets. On rit beaucoup aussi, énormément. Mais surtout, Jean-Marie Laclavetine signe ici un roman fait de passion : la passion du livre, de la lecture, de la littérature... et des femmes. Dans son œuvre, les personnages écrivent. Ils ont tous quelque chose à dire, tous atteints du mal de la plume, forcés à coucher par écrit leurs angoisses, leurs peurs, leurs joies : une vraie drogue ! Mais ce ne sont pas des écrivains. Le refus est alors difficile à gérer. Trop. Pour certains la mort sera leur seul salut. L'éditeur devient-il alors un assassin ? Non c'est impossible, mais il faut soigner ces « écrivains », leurs faire comprendre qu'il doivent cesser d'écrire pour mettre fin à leur propre destruction !

Ce qui fait l'originalité de *Première ligne*, c'est cette plume audacieuse qui s'amuse à décrire le milieu de l'édition, autrement dit l'environnement même de l'écrivain. Cependant, tout aussi caustique soit

l'œuvre, J.-M. Laclavetine nous décrit ce monde avec amour et tendresse. Il parle du métier d'éditeur, des gens confrontés à diverses obligations et un amour incontrôlé de la littérature, tout comme ces gens qui écrivent avec rage et fougues sans hésiter à sacrifier leur vie pour voir un jour leur texte édité. Et si l'auteur décrit si bien cette atmosphère, c'est sans doute parce qu'il est lui-même lecteur de manuscrit et éditeur chez Gallimard. L'inspiration ne pouvait pas lui échapper. Il est difficile de refuser un manuscrit à quelqu'un qui a tout donné dans sa conception. Et ça l'est encore plus lorsque le porteur du manuscrit devient un vengeur capable de toute les folies comme ce passage où l'auteur fait son entrée avec un cobra dans son sac... un métier de tout repos éditeur ?

Après lecture de *Première ligne*, pour tous ceux qui se croient des talents d'écrivain, deux possibilités leurs sont offertes : soit ils envoient dès à présent leur manuscrit, soit ils posent la plume définitivement...

Aymeric DARAN

Jean-Marie Laclavetine - « *Première ligne* » - Ed. Gallimard, 1999 - prix franco : 115 F.

Les princes de Condé

L'histoire « à la française » a longtemps ramené le monde d'Ancien régime aux schémas scolaires les plus confortables. La France royale était-elle si bloquée au stade pré-politique, voire pré-économique, qu'elle ne paraissait pas un objet d'étude raisonnable ?

La monographie (1) consacrée par Katia Béguin aux princes de Condé démontre brillamment le contraire. En suivant, tout au long du XVII^e siècle, le vertigineux essor de ces princes du sang, elle casse une fois pour toutes le cliché d'une haute noblesse que ses châteaux rasés par Richelieu réduisent à la domestication versaillaise. Autrement plus instructive est la manière dont ces grands personnages ont glissé de la Fronde au service du régime, entraînant à leur suite leurs clans et parentèles. Autrement surprenante, et terriblement actuelle, la façon dont cette caste brillante et adulée jusque dans sa révolte a rétabli ses liens au pouvoir - à commencer par celui du cardinal de Richelieu - en échange d'avantages et d'alliances qui en feront bientôt la plus fortunée de France.

Porté d'abord par les confrères du Saint Sacrement (2) et leur zèle charitable de catholiques de contre-réforme, héritier de son cousin Montmorency dont il relève le rang politique et rallie la famille, Henri II de Bourbon se montre un financier de haut vol, cumulant à la fois les fermes, les offices, les pensions royales et les prêts consentis aux finances du Roi. L'image d'une haute noblesse inconsciente et dissipatrice s'effondre : il s'agit de gens d'affaires d'une trempe et d'une âpreté exceptionnelles, jouissant d'une surface politique qui les fait consulter de

l'étranger et siéger au Conseil. Avec le fils d'Henri, le duc d'Enghien, futur « grand Condé », le ton change : militaires enragés sur les champs de bataille, ces gentils-hommes sont à la ville libertins et galants, jouent leur vie pour une paille, et font enrager leurs rivaux moins bien lotis, les Guise, les Vendôme et autres, demeurés dans l'histoire sous le nom d'*Importants*. Enfin, les relations avec Mazarin illustrent assez la rivalité constante des Grands du royaume et du Premier ministre devenu presque tout puissant.

Le sérieux de l'enquête, ses utiles développements dans la technique financière et administrative, son attention au mode de fonctionnement des mouvances et clientèles qui forment l'architecture symbolique et concrète de la puissance des seigneurs de Chantilly, la description des fastes inouïs dont s'entouraient ces mécènes, tout cela fait de l'ouvrage une parfaite initiation à la France du Grand siècle. Aussi loin des niaiseries que des cynismes : en pleine pâte sociale et politique d'un monde qui nous paraît, par moment, plus contemporain que le nôtre.

Luc de GOUSTINE

(1) Katia Béguin - « *Les princes de Condé, rebelles, courtisans et mécènes dans la France du grand siècle* » - Champ Vallon, 460 p. - Paris, 1999 - prix franco : 199 F.
(2) La Compagnie du Saint Sacrement (1629-1665) était une communauté religieuse à vocation sociale fondée par Henri de Lévis, duc de Ventadour.

Un nouveau "Cité" !



SOMMAIRE n° 32

- Editorial
- Dossier : « *Retour du social* »
 - Renouveler les élites par Luc de Goustine
 - Logique marchande : vers un nouveau totalitarisme ? par Philippe Arondel
 - Les 35 heures ou l'employabilité... par Nicolas Palumbo
 - Les périls de l'Europe monétaire par Alain Parguez
 - Économie et temporalité par Bertrand Renouvin
- Point de vue
 - La liberté contre la communication par Jean Sur
- Chronique
 - Henri le Conciliateur par La Richardais
- Magazine
 - Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité par Criton des Alpes
 - Les mers rouges par L.G.

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prenom

Adresse

☐ commande le numéro 32 de *Cité* (40 F franco)

☐ s'abonne à *Cité* pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 32

Règlement à l'ordre de "Cité"
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

CONGRÈS

La NAR réunira son Congrès les 18 et 19 mars prochain. Les travaux se déroulent en deux temps.

♦ Le samedi 18 mars réunion de la *Commission Nationale du Projet* qui est ouverte à tous les adhérents et qui est chargée d'élaborer le texte des motions sur les deux sujets retenus cette année : « *Défense nationale et politique industrielle* » et « *Le service de l'État* ».

♦ Le dimanche 19 mars réunion du *Congrès* proprement dit. Le Congrès est composé du Comité directeur, du Conseil national et des membres de l'équipe nationale. C'est le Congrès qui vote les textes des motions élaborés par la Commission nationale du projet ainsi qu'un texte de politique générale qui donne les grandes orientations du mouvement pour l'année à venir.

NAR en TEXTES

Chaque année depuis 1981, ont été votées par les adhérents de la NAR, lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

Ces deux brochures sont indispensables pour tous ceux qui veulent mieux connaître et comprendre notre mouvement.

♦ La NAR en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F.

♦ La NAR en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F.

Vous partagez nos principales opinions ?
Vous voulez nous aider ?

Adhérez !
Prenez votre
carte pour l'an
2000 !

Demandez-nous un
formulaire d'adhésion.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 9 et 16 février : pas de réunion en raison des congés scolaires.

♦ Mercredi 23 février : Directeur de recherche au CNRS et maître de conférence à l'École Polytechnique, membre du Conseil scientifique et

de la Commission des opérations boursières, **André ORLÉAN** est l'auteur d'ouvrages décisifs sur le phénomène monétaire, sur lequel il réfléchit depuis une vingtaine d'années et dont il a une expérience directe. Faisant régulièrement référence à ses travaux, nous sommes heureux de l'accueillir afin qu'il nous explique « *Le pouvoir de la finance* » : logique de la spéculation boursière, des crises monétaires, nouvelles conceptions de l'actionnariat. Pour combattre la tyrannie des marchés, il faut comprendre leurs mécanismes. Le débat n'est donc pas réservé aux spécialistes !

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

Faites connaître *Royaliste* à vos amis :

offrez-leur un abonnement d'essai.

3 mois = 25 F

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Il n'y a pas de fatalité

Rien n'est fatal. Aucun destin ne nous écrase. L'être humain, libre par essence, est l'acteur de l'histoire si sa volonté se nourrit d'espérance.

Telle est la conviction commune, fondée sur d'illustres exemples, qui nous vient de la source biblique et de maintes traditions philosophiques. Cela même que le milieu dirigeant récuse au nom d'un « pragmatisme » ainsi résumé :

Nous n'avons pas le choix. Cela signifie que nos ministres ne sont plus libres - pas même de résister - et que le peuple doit se plier à d'implacables nécessités.

L'État ne peut pas tout faire. Ce que les citoyens ne lui ont jamais demandé. Mais cette lapalissade est le prétexte des abdications quotidiennes qui s'expriment de temps à autre par des aveux publics d'impuissance.

On ne peut pas lutter contre les marchés. C'est reconnaître que les préceptes de l'ultra-libéralisme conduisent à la disparition de la démocratie.

Nous avons maintes fois démontré l'imbécillité théorique de cette idéologie qui indigné les grands économistes libéraux (1). Mais il suffit, pour dissiper en moins d'une heure l'illusion du Marché omniscient et omnipotent, de se brancher sur la chaîne Bloomberg où s'affichent jour et nuit les cours des Bourses et des monnaies tandis que des animateurs s'entretiennent avec des analystes financiers, des « chefs économistes », et d'éminents « managers ». Les marchés, ce

sont des voix et des visages de personnages qui forment une accablante collection de roublards, d'agents d'influence, de crétins solennels ânonnant les poncifs des *digests* d'économie, récitant les articles rédigés par d'autres nullités prétentieuses, et confiant d'un air mystérieux les ragots de salles de marché. Monde clos, bouclé sur lui-même, intrinsèquement faux, mais fortement hallucinogène.



Les marchés sont des tigres de papier, qu'une flammèche réduira en cendres. Mais des politiciens incapables les utilisent pour faire croire à ceux qui subissent la violence économique et monétaire que personne n'est responsable ni coupable.

Manipulation ? Pas même. Excuse molle, dont nos dirigeants ont fini par se convaincre pour différer et adoucir leur fin. Ils savent que le maintien du système est fonction du désespoir et de la peur qu'il inspire. Ils se contentent d'accroître le désarroi en se déchargeant sur diverses fractions du peuple des injustices et des misères qu'ils ne veulent pas combattre. La faute aux parents et aux profes-

seurs, si les élèves deviennent méchants. La faute aux directeurs d'hôpitaux si les malades attendent des heures aux Urgences. La faute à nous autres si des compatriotes ont faim et froid. Et pour le reste, la faute à pas de chance : aux marchés justement, à l'obscur fatalité. La boucle déjà bouclée se reboucle, et le piège se resserre. Pour en sortir, il faut refuser l'idée d'un système qui fonctionnerait sans acteurs repérables. Les pères sadiques de l'asphyxie monétaire et de l'austérité budgétaire s'appellent Jacques Delors, Jean-Claude Trichet, Christian Sautter - trois belles âmes qui excellent à faire pénitence sur le dos des pauvres. Le maître d'école pervers qui organise le naufrage de l'Éducation nationale s'appelle Claude Allègre. L'escroc mondain qui gérât il y a peu les finances s'appelle Dominique Strauss-Kahn. Si les prisons sont un enfer, c'est Elisabeth Guigou qui est responsable. Si un Français sur sept ne peut plus se soigner, c'est Martine Aubry qui est coupable.

Et si le pouvoir politique laisse prospérer des voyous en cols blancs qui se nomment Bouygues et Pinault, s'il s'abaisse devant l'antidémocrate Seillière, c'est bien Lionel Jospin en personne qu'il faut accuser.

La critique de l'idéologie ultra-libérale est faite. Il est démontré que le milieu dirigeant a fait des choix idéologiques, économiques et monétaires qui sont insupportables à tous égards et dans le moindre détail. Il faut maintenant que les personnages que j'ai cités, et quelques dizaines d'autres hiérarques, répondent de leur incurie politique, de leurs saccages, de leurs mensonges, de leurs vols. C'est ce que chaque citoyen, de droite et de gauche, est en droit d'exiger.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. le récent ouvrage de Maurice Allais, *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance*, Éd. Clément Juglar, 1999, prix franco : 200 F.